



Mouvement de la Paix (collectif Bretagne); Comité Régional CGT de Bretagne; Unions Départementales CGT du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor)

Pour la Paix, l'emploi et la vie

Des luttes communes

Le Mouvement pacifiste et le mouvement syndical ont de solides traditions de luttes communes qui se sont forgées au cours du temps dans l'action en faveur de la paix du désarmement, du droit des peuples, pour l'élimination des armes atomiques. Depuis de nombreuses années en Bretagne, nous avons participé conjointement à de nombreuses luttes pour le progrès social et la paix telles que la conférence d'examen du Traité de Non Prolifération (TNP) à New York en 2010 et aux initiatives prises dans le cadre de la Journée mondiale de la Paix le 21 Septembre 2012. Nous réaffirmons la pertinence de ces combats et la nécessité de les poursuivre et de les amplifier.

Une situation mondiale dangereuse, malgré des potentialités énormes

Jamais les problèmes qu'affronte l'humanité n'ont été aussi graves: conflits sans fin, prolifération des armes, y compris nucléaires, atteintes à l'environnement, réchauffement climatique, mauvaise gestion des ressources vitales, malnutrition et épidémies... Cependant, jamais l'humanité n'a autant qu'aujourd'hui disposé de moyens pour résoudre ces problèmes et créer les conditions afin que chaque être humain puisse vivre en paix et en sécurité (sécurité physique, sociale, médicale, nutritive et environnementale).

Le mode de production capitaliste est en pleine dérive financière et spéculative. La mondialisation néolibérale des économies a accentué la fracture entre riches et pauvres au sein des sociétés et entre les pays. La recherche du profit à tout prix et la volonté des puissants de contrôler les richesses de la planète entretiennent la course aux armements et le commerce des armes, pérennisent le sous-développement, alimentent les tensions sur la planète, condamnent des populations entières à l'exil et entendent imposer aux peuples des régressions sociales et humaines intolérables.

Cette grave crise économique et financière peut entraîner une déstabilisation mondiale, dangereuse pour la paix du monde, d'autant que cette situation s'accompagne d'une volonté de remilitarisation des relations internationale sous la pression de certains gouvernements dont ceux engagés dans l'OTAN. Ainsi, les dépenses militaires mondiales qui s'évaluaient en 1998 à 680 milliards de dollars ont atteint 1630 milliards de dollars en 2010. En France, les budgets militaires sont à la

hausse depuis 2002, pour atteindre 41 milliards d'euros en 2011. Dans ce contexte, les engagements pris par les chefs

d'État en l'An 2000 et réaffirmés en 2005 pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) destinés à réduire de moitié la pauvreté dans le monde, ne sont pas tenus. Cette situation qui plonge plus d'un milliard d'habitants de la planète dans l'extrême pauvreté, est un facteur majeur d'insécurité sociale, de violences et de conflits armés. En effet, le sous-développement, la misère, le chômage, les injustices, le manque de démocratie, l'analphabétisme, l'obscurantisme constituent le terreau d'où surgissent les haines et les affrontements qui mettent en cause la sécurité des peuples.

Des résultats encourageants

Grâce aux luttes, des résultats ont été obtenus en matière de droit international et dans le domaine du droit de l'homme à la paix comme l'attestent l'adoption par les Nations Unies, à l'instigation de l'Unesco, du programme pour la promotion d'une culture de la paix et récemment l'obtention par la Palestine du statut d'État observateur à l'ONU.

En matière de désarmement nucléaire, des avancées ont été obtenues (TNP, Zones sans armes nucléaires, traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT), position de la cour internationale de justice de La Haye déclarant que: « la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait contraire aux règles du droit international applicable dans les conflits armés, et spécialement aux principes et règles du droit humanitaire. » La dernière conférence d'examen du TNP à New York nous a permis de constater la constitution d'une vaste alliance internationale (ONG dont la Croix Rouge internationale, institutions internationales dont l'ONU, États, Organisations syndicales, réseaux mondiaux d'élus et de parlementaires) pour une convention internationale d'élimination des armes nucléaires avec des propositions concrètes comme celle d'établir le Moyen Orient comme zone sans armes nucléaires).

Ce sont là des succès pour les forces de paix et des points d'appui pour exiger, avec encore plus de force, des puissances nucléaires qu'elles abandonnent la modernisation de leurs arsenaux et s'engagent réellement dans un processus de désarmement comme le stipule l'article 6 du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et le recommande la dernière conférence d'examen du TNP.

Changer de logique pour construire la paix

La Paix et le développement dans la justice sont des défis à relever qui impliquent la remise en cause des choix actuels des institutions financières, économiques et politiques internationales (FMI, Banque mondiale, BCE) et leurs relais nationaux.

En effet vivre en paix est une exigence et un principe positif des rapports humains fondés sur la libre coopération de tous pour le bien commun. Chaque membre de la société est responsable de ses compatriotes, mais aussi du monde entier. Une paix durable est la condition préalable de l'exercice de tous les droits et devoirs de l'être humain. Pour prévenir ou régler les conflits, maintenir la paix, le dialogue et les efforts politiques doivent prévaloir sur tous les recours à la violence et aux agressions pouvant aller jusqu'à la force armée. La prévention des conflits, la lutte contre le terrorisme, le maintien de la paix sont indissociables du développement économique, social de tous, de la justice, de l'égalité, de la démocratie.

C'est pourquoi nous sommes attachés, à travers notre participation commune aux initiatives de la journée internationale de la paix, à assurer la promotion de la Culture de la Paix définie par les Nations Unies comme: « La culture de paix, c'est l'ensemble des valeurs, des attitudes et des comportements qui traduisent le respect de la vie, de la personne humaine et de sa dignité, de tous les droits de l'homme, le rejet de la violence sous toutes ses formes, et l'attachement aux principes de liberté, de justice, de solidarité, de tolérance et de compréhension tant entre les peuples qu'entre les groupes et les individus. »

En contradiction avec ces exigences et principes, la restructuration en profondeur de l'armée et de l'outil de défense telle qu'elle a été réalisée au cours des dernières décennies pose des problèmes graves. Cette restructuration ne s'est, en effet, pas inscrite pas dans un processus de désarmement et de construction de la paix mais dans un processus de militarisation des rapports internationaux. Elle privilégie les stratégies interventionnistes et la privatisation des industries de l'armement, à travers de grandes firmes multinationales qui placent encore plus ces fabrications sous la loi du profit et de la rentabilité financière. Ainsi se développe un marché des armes pouvant toucher au domaine nucléaire. En Bretagne, cette restructuration conduite parallèlement la modernisation de la composante nucléaire s'est traduite par un gâchis humain et industriel considérable et inacceptable pour les travailleurs et les populations concernées.

D'autres choix sont possibles, sans briser les hommes et casser les outils industriels mais en faisant d'eux les fers de lance d'une politique de reconquête industrielle pour répondre aux multiples besoins qui se font jour tant en Bretagne, qu'en France et dans le monde. En effet, Il n'est pas contradictoire de lutter pour la paix et le désarmement dans le monde et d'affirmer dans le même temps notre attachement à la sécurité du pays, en recherchant les voies d'une autre conception de la sécurité, une sécurité de moins en moins

basée sur les rapports de force militaires mais donnant une place beaucoup plus importante à l'intervention des peuples, de leurs organisations syndicales et associatives. Ainsi sur la base d'une répartition équitable des ressources et richesses pourraient être mises en oeuvre des coopérations économiques, sociales et culturelles qui favorisent le développement, la création d'emplois ainsi que la solidarité et la compréhension entre les peuples. Ce sont des exigences économiques, sociales, culturelles mais aussi pacifistes.

Se concerter pour agir ensemble en Bretagne

Au moment où les crédits pour le logement, l'emploi, l'école, la santé, la culture, les universités, les services publics et plus largement les besoins sociaux subissent les effets des politiques d'austérité et alors que s'élaborent le livre blanc de la défense et la future loi de programmation militaire, nous avons décidé de renforcer notre concertation.

Dans ce cadre, nous serons parties prenantes en Bretagne des initiatives allant dans le sens des orientations et exigences ci-dessus définies et agissons en tant que membres de la campagne française pour le désarmement nucléaire (ICAN France) et membres du collectif 21 Septembre pour:

- que la France prenne des initiatives marquantes de nature à relancer les négociations internationales pour que la prochaine conférence d'examen du TNP à New-York aboutisse à une convention internationale pour l'élimination des armes nucléaires,
- un vrai débat national sur les conceptions de défense en France,
- que la conférence pour faire du Moyen Orient une ZEAN (Zone Exempte d'Armes Nucléaires) se tienne et aboutisse à des résultats concrets,
- mener une réflexion pour que les moyens consacrés au nucléaire militaire soient réorientés au service de la nation,
- la promotion du programme pour une culture de la paix de l'ONU et de l'Unesco,
- la réussite des initiatives mises en oeuvre dans le cadre de la journée mondiale de la paix,
- la création en France d'une mission interministérielle pour la promotion d'une culture de la paix,
- la mise en oeuvre, au plan régional, de formations conjointes permettant d'approfondir nos réflexions communes,
- **la réussite du prochain festival international pour la paix qui aura lieu à Crozon le dimanche 9 juin 2013.**

Le Collectif Bretagne du Mouvement de la Paix et le Comité Régional de la CGT se réjouissent des rapports confiants qu'ils ont construits et s'efforceront de rechercher, avec d'autres forces de paix, toutes les possibilités d'action sur les sujets qui leur sont communs.

Texte adopté dans le cadre des initiatives liées à la journée mondiale de la Paix 2012.

Rencontre CGT Bretagne – Mouvement de la Paix collectif Bretagne du 26 Septembre 2012.